

Nouvelle journée de mobilisation pour l'hôpital public



Nouvelle journée de mobilisation pour l'hôpital public

Les collectifs Inter-Blocs, Inter-Urgences, Inter-Hôpitaux. Les associations Printemps de la Psychiatrie et coordination nationale des Comités de Défense des Maternités et des Hôpitaux de Proximité. Les organisations syndicales représentatives médicales et paramédicales : AMU, APH, CFE-CGC, CFDT, CFTC, CGT, FO, SUD, UNSA, appellent tous les professionnels et étudiants de santé à cesser le travail, et avec les usagers et leurs familles, à participer à :

la manifestation le mardi 17 décembre 2019, à Auch, à 10 h - Départ place de la Libération arrivée à Carrefour

Plus de 25 syndicats et actions appellent à cette mobilisation

- Renforcement des moyens financiers significativement pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation de l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie) d'au moins 4 % dans le cadre de projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale.
- Recrutement de professionnels supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire.
- Revalorisation générale des salaires (300 € net mensuel) et reconnaissance des qualifications des professionnels (passage en Cat B des aides-soignants, revalorisation du point d'indice dans le secteur du maintien à domicile)
- Arrêt de toutes les fermetures d'établissements et de services. Réouvertures de lits là où cela est nécessaire, à la hauteur des besoins de la population.
- Réouverture des structures ambulatoires pour la Psychiatrie.

De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire.

- Un taux minimal d'encadrement par usager dans les établissements sociaux en EHPAD.

Problèmes de Service d'urgence suite au manque de personnels ; service de cardiologie, de médecine qui ferment suite au manque de personnel ; beaucoup de peine à recruter des infirmiers, des aides-soignantes car les conditions de travail sont particulièrement difficiles et les salaires ne sont pas suffisamment attractifs. État de détresse. Des secteurs sont fermés cause de ce manque d'effectifs. Reconnaissance de la pénibilité. Dans les EPAHD, autant de prix de journées qui augmentent !

Le gouvernement ne répond pas à cette situation dramatique.

Remettre en état l'hôpital, demande de dialogue sociale et de concertations, redonner du pouvoir à la compétence médicale plutôt que du pouvoir aux administratifs ; service radiologique dramatique ; prévision de fermeture d'un service radiologique ; dernièrement un test « plan blanc » n'a pu être effectué faute de personnels !

Va-t-on vers une privatisation plutôt que vers le service public ?



Dominique Larousse, CFDT Santé, Christian Navarre, UD CGT 32, et Christophe Bukovec, CGT Santé.